

LE PROCES DE LEUR ASSASSIN S'OUVRE SAMEDI

L'ombre des 11 enseignantes plane sur Sidi-Bel-Abbes

Bouteria Rachida, Fliou Hamida, Boudaoud Kheira, Lenfad Hafida, Mehdane Zohra, Bouhend Fatima, Louahab Naïma, Tounsi Aziza, Dich Yamina, Chérif Kheira, Bouali Hanifi Sahnounia et Saber Habib ont été assassinés le 27 septembre 1997, le procès de l'un de leurs bourreaux devra s'ouvrir samedi au tribunal de Sidi-Bel-Abbes. Le berger criminel s'est rendu aux services de sécurité en novembre dernier. Partant du fait que les délais de l'application des dispositifs de la loi sur la charte et la réconciliation ont expiré le 31 août 2006, le Tout Sidi-Bel-Abbes exige que justice soit rendue pour que les enseignantes, dont une mère de quatre enfants, reposent enfin en paix. En attendant, l'histoire de ces dames est encore sur toutes les lèvres. Elles se racontent encore oralement en attendant que quelqu'un l'écrive. Au pays de Mustapha Ben Brahim, on refuse de les oublier.



Les lieux du carnage

"La fille de Edhib el Djiane (Loup affamé) est dans une des écoles de ce village, ses trois autres filles, il en a quatre, sont toutes passées par nos établissements. Elles ont même très bien réussi leurs études." Une information que nous donne en "priorité" un des enseignants que nous avons rencontré mardi dernier à Ain Adden. Une localité perchée dans les montagnes de Sfisef dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbes où il y a près d'une décennie, le 27 septembre 1997, 12 enseignantes ont été égorgées, dont 11 femmes. Un massacre commis par un groupe d'intégristes dirigé par Bahri

Djillali, plus connu sous le sobriquet de "Edhib el Djiane". Un sinistre individu dont on craint même d'évoquer le nom à "S'hameda" ou Ain Adden, d'où il est originaire. "Il s'en est pris aux enseignantes, mais il a laissé ses filles, il en aurait trois, aller à l'école", commente une personne rencontrée près du "Café de l'Espoir", un endroit des plus modestes où quelques jeunes désœuvrés affichent leur misère et exhibent leur désespoir. L'ambiance est froide, la méfiance de rigueur, la peur enveloppe l'endroit. On comprend très vite qu'il ne faut pas trop chercher à converser avec les clients du café de ce village qui, apparemment, ne se sent pas en sécurité.

Toutes nos tentatives d'engager une discussion se sont heurtées à des silences "arrogants", ou des commentaires "mortifants". C'est que les

étrangers ne sont pas les bienvenus dans ce village que l'horreur a sorti de l'anonymat en 1997. Un village où dans la matinée du 6 mars 2007, nous n'avons rencontré presque personne sur les 13 kilomètres qui relient Sfisef à Ain Adden où le temps semble s'être arrêté comme en témoigne l'état des lieux, que n'avantage pas le gris qui enveloppe la cité. Comme si, dix ans après, S'hameda est toujours en deuil.

Faute d'autorisation de l'académie, il nous a été interdit de pénétrer dans l'enceinte des établissements scolaires où travaillaient les enseignantes. Cela n'empêche pas quelques-uns de revenir sur ce qu'ils qualifient de "karitha (catastrophe)". "Ce jour-là, il a plu comme jamais auparavant, c'était le déluge, on pensait que c'était la fin du

monde, c'est vers 17h qu'on a appris que les enseignantes avaient été exécutées parce qu'elles n'avaient pas pris au sérieux les menaces. On nous avait dit que, décapités, leurs corps se trouvaient encore à Mgtââ-dar-Essbaâ parce que personne n'a eu le courage de venir les récupérer", raconte un habitant du village, qui précise que seule une infirmière du centre de santé de Sfisef, courageuse, pour certains, inconsciente pour d'autres, s'est pressée une fois l'information donnée de "se porter volontaire" pour aller récupérer les corps à Mgtââ-dar-Essbaâ. Un endroit où une stèle représentant un livre ouvert sur lequel sont inscrits les noms des enseignantes assassinées a été érigée. Une belle œuvre, qui, nous dit-on, devait être "inaugu-

Reportage de Samir Sid et Saïda Azzouz

rée" par le président de la République lors de la visite de travail qu'il a effectuée à Sidi-Bel-Abbes. Elle le sera en mai 2002 par le ministre de la Solidarité nationale qui, à l'occasion, n'a pas manqué de faire des promesses que les familles des victimes attendent toujours. La stèle est en bordure d'une route des plus accidentées à quelques mètres du croisement qui mène vers El Gaâda et Sidi Ahmed, nous sommes sur le chemin qui relie Ain Adden à Sfisef. La beauté du paysage et la pureté du vert des montagnes sont éclipsées par l'image de désolation et d'abandon que nous rencontrons tout au long de notre parcours.

Un parcours qui, raconte-t-on, est souvent refait par le chauffeur du Karsan à bord duquel étaient montés ce 27 septembre 1997 les enseignants qui aspiraient à rentrer chez eux une fois leur journée de travail terminée. Il serait originaire de Sfisef et sortirait d'une longue période de dépression. Nous avons tenté de le rencontrer en vain. Il éviterait tout contact avec la presse, puisque appelé à témoigner lors du procès de Edhib el Djiane.

Le sanguinaire poursuivait pour plusieurs autres affaires liées au terrorisme "lui a laissé la vie sauve pour donner l'alerte et raconter à tout le monde l'horreur de l'exécution des ensei-

gnantes dont une était enceinte", raconte une habitante de Sfisef d'où était originaire l'une des victimes qui a laissé quatre enfants. Le plus jeune avait deux ans. Une autre en a laissé deux. "L'histoire" de la vie de ces enseignantes qui, chaque matin quittaient Sfisef, Sidi-Bel-Abbes et Mustapha-Ben-Brahim, pour rejoindre par bus le village où elles travaillaient, fait désormais partie de l'histoire de Sidi-Bel-Abbes.

Les femmes que nous avons rencontrées dans cette ville en parlent avec fierté. "Beaucoup d'hommes ont renoncé à leur métier parce que mutés dans des zones enclavées donc dangereuses. Ce n'est pas par hasard que nous avons perdu onze enseignantes à la fois", juge utile de préciser une de leurs consœurs qui refuse que l'on désigne les défuntes par le terme "de victimes du devoir national" comme on aime à les évoquer dans le milieu de l'éducation. "Ce sont des victimes de la barbarie, du terrorisme et je me dois de le rappeler encore à la veille de ce 8 Mars", affirme un membre de la famille d'une des victimes qui indique que leur assasinage a saisi le président de la République, le ministre de la Justice, pour que Bahri Djillali dit Edhib el Djiane paie pour son forfait.

S. A.

Un 8 Mars sans elles

Tous s'inclinent ! L'occasion : la journée internationale de la femme. Commémorée le 8 mars de chaque année, cette date, pour bon nombre de femmes algériennes, ne veut plus rien dire du tout. Les gestes sincères sont évidents, les initiatives calculées, qui ne trompent plus personne le sont tout autant. La semaine qui vient de s'écouler a été marquée par moult manifestations pour célébrer la femme et marquer la journée qui lui est dédiée. Cette année plus que les précédentes. Bien que les "activités" n'aient pas manqué, rares sont ceux qui ont eu une pensée même fugitive pour toutes celles qui, depuis 1989, sont allées d'année en année grossir la liste des victimes de l'intégrisme islamiste. Si cette journée est marquée avec autant de fougue ce 8 mars 2007, c'est parce que cette année est celle des élections législatives et communales. 2007, qui verra probablement la Constitution révisée par référendum, est également l'année qui consacre la charte pour la paix et la réconciliation. Un texte qui absout les criminels et qui, inévitablement, nous fait penser à toutes celles qui ont payé de leur vie le fait de ne pas avoir abdicué. Elles seraient plus de 5000 tous âges, toutes professions et toutes conditions sociales confondues à être tombées sous les balles terroristes quand elles n'ont pas été égorgées après avoir été violées et mutilées. Elles étaient simples employées, cadres, journalistes, agents de police, enseignantes, médecins, pharmaciennes, magistrates, étudiantes et même lycéennes, certaines sans profession et, une bonne partie, mères de famille. Les évoquer toutes relèverait de l'exploit. C'est en esquissant le portrait d'une journaliste "exécutée" au bas de chez elle à Alger pour avoir fait son métier, en recueillant les témoignages des amis et confrères d'une néphrologue de Constantine fauchée par la bombe du boulevard Amirouche et en retournant sur les lieux de l'assassinat des onze enseignantes de Sidi-Bel-Abbes que nous rendons hommage à toutes ces femmes algériennes et étrangères qui, consciemment ou inconsciemment, ont porté le projet démocratique.

S. A.

TEMOIGNAGE TRAIKIA MIMIA

Cette néphrologue que le Tout-Constantine attendait

A Constantine on nous a laissé entendre qu'un amphithéâtre sera baptisé du nom de cette jeune femme médecin au "destin brisé", venue à Alger pour y décrocher un diplôme. Elle l'obtint mais c'est dans un cercueil qu'elle rentra chez elle. Mimia a eu le malheur de passer par le boulevard Amirouche ce 30 janvier 1995, jour de la promulgation des résultats des DEMS.

"Elle n'a pas goûté à la réussite de son DEMS (diplôme de l'enseignement médical spécialisé)", est-il écrit sur le dos d'une photo, la seule que F. Z., médecin à l'hôpital de Bab-el-Oued, a de son amie Traïkia Mimia, une des centaines de victimes de l'attentat à la voiture piégée qui a ciblé le Commissariat central en plein cœur d'Alger.

Un événement que notre interlocutrice n'est pas près d'oublier et dont la commémoration chaque année lui rappelle que c'est sur le trottoir qui fait face au Commissariat central que sa meilleure amie a laissé la vie. Elle avait 30 ans ! "Il a fallu que ce jour-là elle passe par là à une heure où nous n'avions pas l'habitude de passer. Elle se dirigeait à la gare pour aller à Thénia prendre ses affaires et rentrer sur Constantine", souligne F. Z. avec beaucoup d'émotion dans la voix. Son amie, celle avec laquelle elle a fait, durant plus de 2 ans, le trajet Alger-Thénia, pour rejoindre l'hôpital où elles travaillaient, avait ce jour-là décidé, alors que ce n'était pas prévu, de rentrer sur Constantine. "Les résultats de DEMS

connus, elle n'avait qu'une idée en tête : fêter sa réussite avec sa famille", surtout avec son père, nous diront tous ceux que nous avons contactés alors que nous récoltions des informations pour faire le portrait de ce médecin au "parcours sans faute", comme aiment à le relever tous ceux qui l'ont connue. Issue de famille modeste, Mimia en était le porte-drapeau. La fierté de son père, car elle était très ambitieuse. Devenir médecin ne lui suffisait pas, elle voulait toujours plus. La fille du gardien du château d'eau de Constantine ambitionnait, une fois le DEMS en poche, de faire une formation dans tout ce qui concerne le vasculaire et l'investigation. "Elle escomptait repartir sur Constantine parce qu'il y a une unité de greffe. Il faut savoir que c'est le premier médecin de Constantine à être sorti néphrologue. Elle serait restée en vie, elle aurait été aujourd'hui docteur ou chef de service", affirme F. Z. qui précise avoir connu Traïkia Mimia en 1993, après nous avoir relaté tous les problèmes que sa défunte amie à eu pour obtenir son détachement du CHU de Constantine vers le CHU d'Alger pour faire sa spécialité. Tenace, envers et contre tout, elle obtint son détachement. A l'époque, il n'y avait pas de comité pédagogique régional. "Nous étions toutes les deux dans le service du professeur Benabadi, nous avons fait nos grades ensemble à l'hôpital de Thénia, où nous nous rendions chaque jour". Notre témoin raconte les difficultés et les risques qu'elles encouraient

chaque fois qu'elles faisaient le trajet Alger-Thénia. Ou encore le chemin qui relie l'établissement hospitalier à la gare. "Nous mettions un foulard sur la tête pour passer inaperçues. C'était notre façon à nous de nous protéger, en fait le seul moyen que nous avions de le faire. C'était notre gilet pare-balles." Une fois sur leur lieu de travail, elles n'étaient pas plus rassurées. "Se déplacer de jour comme de nuit entre le service des urgences et le Sanatorium était tout autant dangereux, sinon plus." La mort guettait à chaque détour. Elle aura Mimia en plein cœur d'Alger. Il aura fallu trois jours avant que l'on retrouve son corps, on ne l'aurait peut-être jamais identifiée si le 30 janvier 1995 un de ses camarades médecin originaire d'Oran qui faisait un bout de chemin avec elle n'avait pas survécu. "C'est par lui que nous avons appris où se trouvait Mimia que l'on donnait disparue", raconte le Dr F. Z. qui, avec force détails, revient sur l'instant où trois jours après l'attentat son père avait découvert le corps de Mimia. "Mon père avait pour elle une affection particulière, comme toute ma famille d'ailleurs. Il avait passé toute la journée à la morgue de l'hôpital Mustapha où étaient entassés les corps. Il avait cherché corps par corps. Quand il l'a trouvée, il s'est démené pour qu'elle ait une sépulture digne, il a réussi à la mettre dans un frigo. Elle y a été mise avec ses vêtements. Il lui manquait le collier en or que son père lui avait ramené de Turquie." Insoutenable témoignage qui,



l'espace de quelques instants, nous replonge dans l'horreur que nous-mêmes avions vue ce jour-là parce que dépêchés sur les lieux. "J'ai tenu à la voir, le professeur Benabadi a préféré garder d'elle l'image qu'il avait (...) J'avais craint le pire... son corps était intact. Elle avait été touchée à la tête." Un souvenir que le Dr F. Z. refuse d'effacer en ayant sur elle une photo de sa défunte consœur et amie, bien que 12 ans la séparent de cette tragédie. Tout comme elle n'arrive pas à oublier que c'est dans une camionnette louée par le père Traïkia que Mimia, la néphrologue, est rentrée à Constantine pour y être enterrée.

S. A.

PORTRAIT RACHIDA HAMMADI

Le terrorisme lui a donné "la chance" d'être reporter et lui a ôté la vie

Elle est née un 31 décembre 1963 à El-Biar à Alger, elle a fait des études de droit, ponctuées par un magistère en relations internationales, mais elle voulait être journaliste. Plus exactement reporter, puis grand reporter à la télévision. Entreprise qu'elle rejoint fin 80, grâce à sa sœur qui y travaillait en émergeant au magazine de la femme, elle qui voulait faire partie du service information. Il lui a fallu attendre longtemps avant de voir son rêve réalisé. Elle disait en souriant, quand on lui demandait comment elle a pu "infiltrer" le cercle très fermé des journalistes du 20-heures, qu'elle devait sa chance à la dégradation de la situation sécuritaire puisque bon nombre de ses collègues avaient fait le choix de ne pas couvrir tout ce qui se rapportait et tournait autour du terrorisme. "Une aubaine" pour Rachida qui s'est pressée de rejoindre le service reportage dès qu'on le lui a demandé, comme tient à nous le raconter un de ses

frères que nous avons rencontré vendredi dernier. Comme bon nombre de journalistes de la Télévision algérienne, dit-elle, sa jeune sœur était convoitée par les télévisions arabes dont celle d'Al Jazeera. La famille garde pour l'historique ce contrat de travail rémunéré en dollars américains qu'elle devait signer pour entamer les démarches de l'exil. "Des qu'elle a su qu'elle allait faire le terrain, des reportages pour raconter la vie des Algériens qui découvrent le terrorisme islamiste, son choix est fait."

Rachida, la huitième enfant d'une famille modeste, qui vivait dans un trois-pièces de la cité CNS de Chevalley à Alger, reste. "Parfois elle culpabilisait car elle avait vraiment envie de contribuer à améliorer la situation sociale de sa famille, surtout son père puisque sa mère n'était plus de ce monde. Chose que son petit salaire ne lui permettait pas", confie une des collègues de la défunte qui préci-

se que la journaliste qui avait décidé de signer de son nom tous les reportages traitant de l'extrémisme, de l'intégrisme et des hommes qui le défendent, se donnait bonne conscience en disant que son père, aujourd'hui décédé, "l'excuserait" parce que lui aussi "avait choisi de défendre son pays durant la guerre de Libération". Des propos que nous confirmer un autre de ses frères qui, à l'occasion, nous précise que contrairement à ce qui a été rapporté par la presse au lendemain de l'assassinat de Rachida et Houria Hammadi, leur père n'était pas commissaire de police. "Notre père invalide de la guerre de Libération nationale qui n'a pas survécu à la disparition de mes deux sœurs, puisque mort de chagrin une année après leur assassinat, était commissaire politique au sein du FLN et non fonctionnaire de police comme cela est dit les rares fois où l'on évoque mes sœurs." Des commémora-

tions auxquelles le frère aîné assiste même si parfois certains gestes maladroits lui donnent envie de ne plus répondre à aucune invitation. Il en a été ainsi lors de la cérémonie organisée le mois dernier par le RND. Le parti de Ahmed Uyahia qui, bec et ongles, a défendu le projet de la charte pour la paix et la réconciliation, avait décidé de rendre hommage aux familles des journalistes assassinés par les terroristes en leur offrant des services à café. Mais pour la famille, le fait de penser aux définites suffit. Surtout qu'il a fallu écrire une lettre à l'un des directeurs de l'ENTV pour lui suggérer de ne pas oublier de commémorer le 20 mars. Une date que souvent la télé a oublié de marquer. C'est le 20 mars 1995, soit deux mois après l'attentat du boulevard Amirouche que Rachida avait ouvert, que les deux sœurs Hammadi ont été assassinées au bas de chez elles.

S. A.